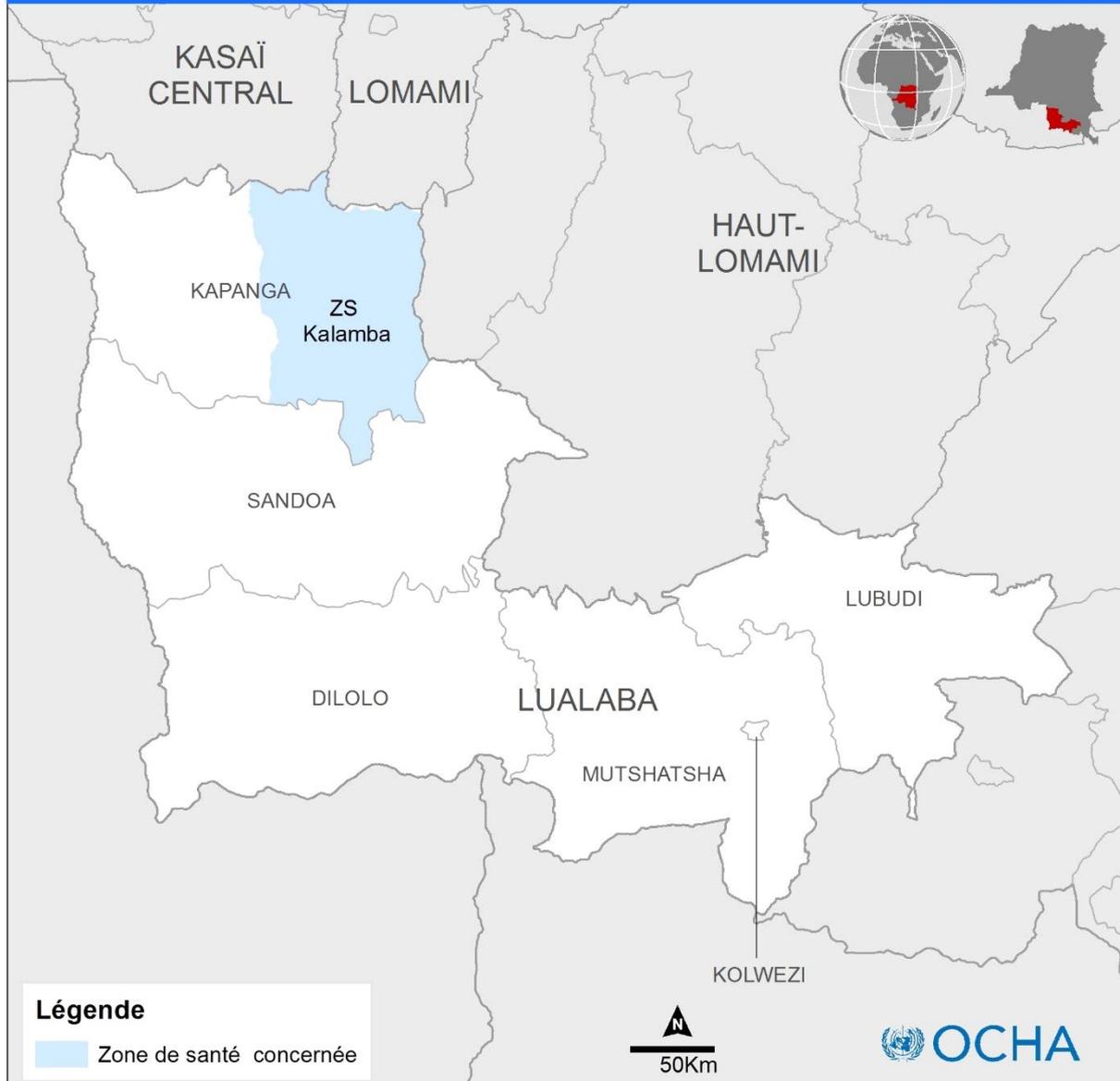


RAPPORT DE LA MISSION INTER-ORGANISATIONS EFFECTUEE A KAPANGA, PROVINCE DU LUALABA DU 7 AU 18 SEPTEMBRE 2018.

PARTICIPANTS : UNHCR, SAVE CONGO, CENEAS, ADSSE, OCHA, ADAM, ADRA.

R.D. CONGO - LUALABA: Kapanga



I. Faits saillants

- Plus de 9 000 personnes déplacées sont dans la zone de santé de Kalamba, (aires de santé Chying, Murung, Kalamb et Kapak) ;
- Tendence encore au déplacement dans les localités visitées ;
- Pas de présence humanitaire à Kalamba ;
- Pas de rentrée scolaire effective pour certaines écoles primaires de la zone de santé de Kalamba ;
- Sur 1757 enfants inscrits pour l'année scolaire 2017-2018 dans les localités visitées, seulement 12 élèves déplacés ont pris inscription dans les écoles.

II. Principales recommandations.

- Nécessité d'une coordination de la réponse humanitaire entre les provinces du Lomami et du Lualaba ;
- Mettre en place un programme de cohabitation pacifique et de résolution des conflits ;
- Renforcer la présence de l'Etat (éléments FARDC et PNC) à Mwana Muzang, Kapank et Kombo ;
- Nécessité d'une réponse humanitaire multisectorielle d'urgence basée sur les vulnérabilités ;
- Respect du principe « Ne pas nuire » dans l'assistance humanitaire ;
- Encourager l'approche communautaire dans l'assistance humanitaire ;
- Nécessité de mener les enquêtes nutritionnelles dans le territoire de Kapanga en vue de mettre à jour la situation de la malnutrition aigüe.

III. Contexte.

Une mission conjointe d'évaluation rapide a été organisée du 7 au 18 septembre 2018 dans le territoire de Kapanga (Lualaba) afin d'établir un diagnostic de la situation humanitaire.

A la demande du Comité local inter Organisations (CLIO) et de la Commission Mouvement de Populations (CMP) de Lubumbashi, l'objectif de la mission était de mettre à jour les chiffres des mouvements de populations (déplacement et retour) dans la zone évaluée.

Cette mission était conduite par OCHA principalement dans la zone de santé de Kalamba pour évaluer les besoins des personnes déplacés et retournées, et a connu la participation des membres des groupes sectoriels (Protection, Nutrition, Santé, EHA, Sécurité Alimentaire, AME/Abris et Education).

IV. Impact de la crise

Entre février et juin 2018, un conflit coutumier est né entre le chef Kanyoka et les chefs de trois localités que sont Mwana Muzang, Kapk et Kombo suite principalement au changement issu du découpage administratif entré en vigueur depuis 2016.

Le conflit a dégénéré lors de l'enrôlement de la population de ces trois localités susmentionnées, jadis appartenant à l'ex province du Kasaï Oriental, aux bureaux de la commission électorale nationale indépendante de leur nouvelle province (Lualaba). Ceci a été à la base du conflit opposant les chefs de ces trois localités au chef Kanyoka qui les considérait comme des traîtres, parce que ne dépendant plus de sa chefferie (dans le Lomami).

Sur le plan humanitaire, la présence de déplacés crée de nouveaux besoins humanitaires, qui se greffent à ceux de la population de Kalamba qui est une population retournée après le déplacement lié à « l'insurrection Kamuina Nsapu » (2016-2017) et qui fait encore face à la problématique de réintégration. Dans les localités visitées, une moyenne de 60% des ménages retournés de Kalamba héberge actuellement deux à trois ménages déplacés ayant fui le conflit inter communautaire issu du dernier découpage administratif et territorial.

V. Accès

Le territoire de Kapanga est accessible sur le plan sécuritaire. Physiquement il est accessible par le tronçon Lubumbashi-Kolwezi-Mutshatsha-Kasaji-Sandoa-Kapanga, mais également par la province du Lomami avec laquelle il partage la limite administrative (territoriale).

De Lubumbashi à Kolwezi la route est en bon état. Le tronçon Kolwezi - Kapanga est en terre battue et risque de devenir inaccessible pendant la saison pluvieuse. Néanmoins, la zone de santé de Kalamba peut être accessible pendant la saison pluvieuse à partir de Mwene-Ditu et Wikong (province de Lomami) où les routes permettent une accessibilité à Kalamba avec les véhicules adaptés, car étant respectivement à 150 Km de Mwene-Ditu et 30 Km de Wikong.

VI. Mouvements de populations

Le conflit a provoqué le déplacement de plusieurs personnes réparties en majorité dans quatre localités de la zone de santé de Kalamba estimé à plus de 9000 personnes.

Les informations sur les mouvements de personnes ont été récoltées auprès de certains informateurs clés, les responsables des déplacés, autorités administratives, société civile, organisations locales œuvrant dans les localités visitées.

Comme indiqué ci-haut, la tendance dans la zone de santé de Kalamba est au déplacement des populations de Mwana Muzang, Kombo et Kapak vers Kalamba, mais la zone de santé de Kalamba est en même temps une zone de retour et d'accueil des déplacés.

Les déplacés en provenance de la localité KAPAK				
Hommes	Femmes	Garçons	Filles	TOTAL
830	987	585	844	3246
Les déplacés en provenance de la localité KOMBO				
370	420	950	1150	2890
Les déplacés en provenance de la localité MWANA MUZANG				
760	935	819	560	3074
TOTAL GENERAL				9210

VII. Besoins humanitaires

Santé

La mission a visité quatre aires de santé sur les 18 que compte la zone de santé de Kalamba. Ces 4 aires de santé (Murung, Ciying, Kabaz et Kalamb) hébergent la quasi-totalité des déplacés.

Les déplacés qui sont dans ces aires de santé ont un accès limité aux structures sanitaires suite au manque de moyen financier vu qu'il n'y a pas de gratuité des soins. L'hôpital général de référence de Kalamba qui était jadis appuyé par les sœurs catholiques connaît certaines difficultés de fonctionnement depuis leur départ suite au conflit des Kasai.

Entre juillet et aout, 86 décès communautaires et 4 décès maternels ont été rapportés dans les 4 AS avec une forte létalité des enfants de moins de 5 ans.

Bien que dans ces aires de santé tous les centres et postes de santé soient fonctionnels, ils sont cependant dépourvus de tout (médicament essentiels, équipements).

Sur l'ensemble de la zone de santé de Kalamba, les enfants ne sont pas vaccinés contre le BCG depuis six mois suite à une rupture en seringues.

A cela s'ajoute l'inaccessibilité physique dans les différentes aires de santé, avec comme conséquence,

la faible couverture vaccinale et un système de surveillance épidémiologique inefficace.

Les pathologies les plus fréquentes sont : la diarrhée chez les enfants dont l'âge varie de 0 à 5 ans ; Le paludisme et des symptômes d'anémie.

Recommandations :

- Appui aux soins de santé primaire en faveur des déplacés et famille d'accueil (Approvisionnement en médicaments et équipements) ;
- Renforcement des capacités de personnels en SONU (soins obstétricaux et néonataux d'urgence) et ordinogramme ;
- Améliorer le système de surveillance épidémiologique et le PEV de routine.
- Organiser des cliniques mobiles dans les AS les plus éloignées.

Nutrition

La zone de santé de Kalamba souffre d'un manque d'activités nutritionnelles dans le paquet d'activités intégrées de la zone de santé. Aucune unité nutritionnelle n'est fonctionnelle dans la zone de santé qui ne dispose pas de personnel formé en PCIMA (prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe) Révisé. Bien que la zone manque d'informations suffisantes et récentes (pas d'enquête SMART récentes) en matière de la malnutrition, elle court un grand risque de surmortalité et sur-morbidité des enfants de moins de 5 ans.

Dans l'intervalle de 3 mois (de juin à août) la zone de santé de Kalamba a enregistré en moyenne 77 cas de malnutrition aigüe sévère, dont la majorité provient des 4 AS qui hébergent les déplacés. Face à cette situation, les prestataires de santé font ce qu'ils peuvent pour la prise en charge de ces enfants. Aucun intrant, ni matériels anthropométrique visible dans les structures sanitaires.

Recommandations

- Faire le plaidoyer au niveau du PRONANUT pour la formation des prestataires, et relais communautaires PCIMA révisé, ANJE (alimentation du nourrisson et du jeune enfant) et l'intégration des activités nutritionnelle dans le paquet de la zone de santé ;
- Faire le plaidoyer au niveau du cluster nutrition pour l'approvisionnement en intrants de prise en charge ;
- Faire le plaidoyer pour mobiliser des fonds et organiser en urgence une enquête.

Sécurité alimentaire

L'agriculture constitue principale source de revenu pour 85% de la population de la zone de santé de Kalamba.

Les travaux journaliers agricoles demeurent la principale source de revenu pour les déplacés internes. Ils sont payés en nature (8 à 10 cossettes de manioc, soit presque 2 Kg de farine de manioc) pour le labour d'une superficie de 500 m². Cette quantité ne leur assure que la consommation de 2 repas réduits maximum à raison d'un repas par jour.

Les ménages hôtes, avec la charge des déplacés accueillis, consomment leurs propres productions agricoles. Le marché ne leur procure que l'huile de palme, du sel et d'autres produits manufacturés (savons, etc.) en provenance du Lomami via les commerçants ambulants. Le prix d'un litre d'huile de palme, par exemple, a quasiment triplé passant de 187,5 Fc en juin 2017 à 562,5 Fc en juin 2018 (prix nominaux collectés aux détaillants). Presque tous les ménages consomment un repas pauvre, constitué principalement de la farine de manioc, des feuilles de manioc et d'huile de palme, par jour.

Les semences principalement de maïs, manioc, arachide ainsi que d'autres bien y compris l'élevage de caprins, d'ovins et de porcins pratiqué dans la zone avaient été détruits/pillés lors de l'attaque de la

milice Kamuina Nsapu dans la zone en 2017. Les déplacés accueillis ont également tout perdu pendant le conflit avec la chefferie Kanyoka.

Les déplacés ont manifesté le besoin d'être appuyé en semence maraichères et outils aratoires de manière à leur permettre une rapide production pour qu'ils s'auto prennent en charge.

Les chefs locaux sont disposés à octroyer la terre aux déplacés internes en cas de besoins. Il se pose juste un problème de semences et outils aratoires.

La zone est constituée de petits marchés qui fonctionnent par fréquence hebdomadaire. Ces marchés sont plus composés par des petits détaillants ambulants qui vendent essentiellement des produits manufacturés, l'huile de palme et les vêtements.

Les producteurs agricoles n'y exposent pas leurs productions. Ils s'y rendent pour les besoins d'acquisition des produits manufacturés, vêtements, etc.

Les produits agricoles sont vendus à la maison. Les opérateurs économiques en provenance du Kasai Oriental et du Lomami principalement visitent la zone lors de la période de récolte et ils s'y procurent des grandes quantités de maïs, d'arachide et de haricot.

Recommandations

- Réhabilitation et renforcement des moyens de subsistance à travers l'appui en semences agricoles et outils aratoires couplé à une assistance alimentaire de 3 mois pour protéger les semences ;
- Assistance alimentaire au profit des déplacés, les familles hôtes et vulnérables des aires de santé affectées par le déplacement de populations en provenance de Kapak, Kombo et Mwana Muzang

Protection

Dans les localités visitées, l'on a rapporté pendant la crise plusieurs cas d'extorsion de biens, pillage, agressions sexuelles et tortures corporelles. Les femmes sont les principales victimes des incidents de protection dans les localités visitées.

Par ailleurs, les membres de la mission ont été informés du faible accès des déplacés aux structures de base et aux champs suite à la présence de certains hommes, parfois armé qui proviendraient de Lomami, qui récoltent dans les champs de la population hôte dans lesquels les déplacés travaillent.

Certaines sources avaient rapporté également des incursions sporadiques des éléments non autrement identifiés qui proviendraient de Lomami, dans les localités de la zone de Kalamba, et qui d'après ces sources, seraient à la recherche de certains déplacés y compris leurs chefs de villages. Le dernier cas de l'incursion dans cette zone date de juillet dernier, où l'institut Lunkinda à Mwana Muzang était incendié et le poste de santé de Kapak pillé.

Cette situation risque de créer une tension entre les déplacés internes et la population d'accueil qui subit les conséquences de ces incursions.

Une tension latente serait signalée à Kapanga centre, entre certains membres de la communauté kasaïenne de la Lomami résidents de ce territoire et la population locale.

Parmi les déplacés il y a une présence de 141 enfants non accompagnés dont 78 filles et 63 garçons dans les villages Shiyang II, kabaz, kalamba.

Recommandations

- Mettre en place les activités de sensibilisation à la cohabitation pacifique entre les populations ;
- Mener les activités de sensibilisation et formation sur certaines thématiques telles que, les droits de l'homme, la nouvelle loi sur les violences sexuelles... au profit des autorités locales, éléments des forces de l'ordre (militaires et policier) et certains chefs coutumiers et de chefferies ;

- Renforcer la présence de l'autorité de l'Etat (éléments FARDC et PNC) dans les localités de Mwana Muzang, Kapak et Kombo
- Appui en kits intimes et d'accouchement aux femmes en âge de procréation.

AME & Abris

Dans les localités visitées la mission a constaté l'absence des articles ménagers essentiels dans les ménages visités. Ces déplacés ont lors de leur déplacement, perdu les articles par incendie de leurs maisons, d'autres confisqués ou pillés. Les articles ménagers essentiels qui sont dans certains ménages visités sont usés et sont utilisés par plusieurs ménages à tour de rôle. Les enfants et les femmes ont également besoins d'habits. Les besoins sont cruciaux en kits de couchage (nattes, draps, couvertures).

Les petits marchés locaux n'ont pas une capacité de réponse en termes de AME. Les commerçants de la contrée peuvent uniquement s'approvisionner (en AME et produits manufacturés) à Mweneditu et Wikong selon le besoin.

Recommandation

- Assister les déplacés et retournés en AME & Abris sur base des vulnérabilités.

Eau Hygiène et Assainissement

Le problème en eau, hygiène et assainissement se présente avec acuité dans les localités visitées par la mission. La population puise de l'eau dans les puits non aménagés où certains animaux domestiques viennent également s'abreuver. Cette situation est à la base des maladies hydriques et diarrhéique auxquelles les déplacés font face et qui ont causé le décès d'environ 15 déplacés, y compris les enfants de 0 à 5 ans entre avril et juin 2018.

L'ONG CENEAS avec le financement du Fonds Humanitaire, met en œuvre les activités de promotion à l'hygiène familiale, prévention du choléra et réduction des maladies hydriques au profit de 678 ménages de trois aires de santé sur les 18 que compte la zone de Kalamba.

Deux sources d'eau sont également en cours d'aménagement dans la localité de Kalamba, les latrines familiales seront construites et les produits « Pure » ont été distribués à chaque ménage. Cependant le besoin demeure encore énorme dans ce secteur.

Recommandations

- Mettre en place une réponse en termes de réhabilitation et/ou construction des infrastructures d'approvisionnement en eau potable d'urgence.
- Sensibiliser la population pour la construction des latrines et trous à ordures.
- Renforcer les sensibilisations de la communauté d'accueil et des déplacés sur la prévention et risques des maladies hydriques et des mains sales.
- Renforcer et/ou organiser les comités d'hygiène dans chaque localité.

Education

Chacune des localités visitées à une école primaire. La rentrée scolaire n'est pas encore effective pour certaines écoles primaires, d'après les responsables scolaires. Cette situation se justifierait par le fait que certains enfants continuent à accompagner leurs parents pour les activités champêtres. La majorité des parents n'a pas la possibilité de payer les frais scolaires mensuel qui varie entre 2000Fc et 3000Fc.

Sur 1757 enfants inscrit pour l'année scolaire 2017-2018 dans les localités visitées, seulement 12 élèves déplacés ont pris inscription dans les écoles.

Les écoles dans les localités visitées présentent une capacité d'accueil très réduite, insuffisance d'enseignants et faible capacité technique. Près de 70% des infrastructures scolaires des localités évaluées est dans un état piteux et manque des bancs, tableaux et matériels didactiques. 80% des écoles n'ont pas de latrines. Pas d'eau dans toutes les écoles visitées.

Recommandations

- Réhabilitation des infrastructures scolaires et dotation en matériels didactiques
- Renforcement des capacités du corps enseignant.

VIII. Capacité de réponse des autorités au niveau locale

Lors de la restitution des grandes lignes de la mission au niveau territorial, les autorités ont manifesté l'intérêt d'une assistance à la population tant retournée de Kalamba qui a accueilli les déplacés, que pour les déplacés eux-mêmes. Cependant elles ont par ailleurs dit qu'elles n'avaient pas de moyens d'intervenir urgemment, mais elles vont contacter le niveau provincial.

Lors de la restitution au niveau provincial, les autorités avec lesquelles la mission a échangé n'ont pas déterminé les capacités, mais elles ont dit qu'elles comptaient sur l'appui des humanitaires, bien qu'elles aillent discuter de la question au plus haut niveau de la province. Elles ont également manifesté l'intérêt de recevoir le rapport détaillé de la mission, afin de mieux comprendre les vulnérabilités auxquelles font face la population de la zone visitée par la mission.

IX. Analyse du contexte en lien avec le principe « Ne Pas Nuire »

Subséquent aux informations récoltées sur terrain auprès des différents informateurs clés, il est nécessaire d'analyser profondément comment l'action humanitaire est perçue tant au niveau des responsables locaux, qu'au niveau de la population elle-même à Kalamba.

Il est nécessaire de baser l'assistance humanitaire à Kalamba sur les vulnérabilités en privilégiant la multi-sectorialité et l'approche communautaire. Une analyse de neutralité dans la réponse devra être également prise en compte, vues les susceptibilités dans la zone surtout en cette période.

Avant toute intervention/réponse humanitaire, il convient en amont de se rassurer d'une bonne communication/sensibilisation des communautés locales, autorités locales et autres leaders locaux sur l'assistance humanitaire, sa cible/bénéficiaires et les modalités, pour éviter des tensions communautaires latentes dans une zone fragilisée déjà par la récente crise.